

**PEUT-ON REDUIRE NOS DEFICITS
PUBLICS SANS CASSER
LA REPRISE ?**

Par

Pierre PASCALLON

Nous avons connu en 2007/2008 une crise exceptionnelle du capitalisme financier mondialisé sous domination américaine. C'est en effet, à ce jour, le krach financier le plus intense et le plus globalisé de toute la période contemporaine du capitalisme : XIX – XX siècles.

On sait les raisons de cette crise. Il faut en chercher l'explication dans les excès d'endettement, avec en particulier aux ETATS-UNIS dans la décennie 1990 une croissance insolente obtenue par utilisation débridée du crédit, à coups d'excès, d'orgie d'emprunt et de montagnes d'endettement permettant indument à l'Amérique – mais aussi à l'Europe – de vivre au-dessus de ses moyens.

Face à ce surendettement démentiel des pays riches, la crise – si on avait laissé jouer « naturellement » les mécanismes du marché – aurait du « purger » nos économies de ces excès d'endettement, avec bien sûr – comme cela fut le cas après la crise de 1929 – son cortège de faillites, de chômeurs ... On n'évita pas totalement hier ces conséquences dramatiques : Souvenons-nous – ce n'est pas si vieux – la sévérité de la crise aux ETATS-UNIS et dans nos pays européens, avec notamment – outre Atlantique – la récession (2008), puis la dépression (2009). Mais on n'ignore pas que les Pouvoirs Publics de nos pays – forts des leçons des années 30 – n'ont pas voulu laisser nos économies s'enfoncer dans une dépression lourde et longue. Très unanimement, très massivement, ils ont en effet adopté des plans de relance publics – 100 milliards d'euros pour le plan de relance français – tels que moins d'un an après le « sommet » de la crise (Sept-Oct. 2008), la reprise était là, beaucoup plus précoce et beaucoup plus rapide donc que ce que l'on pouvait raisonnablement envisager face à la sévérité de la dépression. Il est clair – tous les commentateurs se retrouvent sur ce point - que ce sont les mesures gouvernementales qui ont sans aucun doute limité l'ampleur de la dépression et accéléré la reprise, de part et d'autre de l'Atlantique, de part et d'autre de la Manche, de part et d'autre du Rhin. Mais, lancés ainsi dans une course de vitesse pour amortir l'ampleur « normale » du recul économique sous le seul jeu des forces du marché et avancer la reprise, nos Etats ont creusé les déficits et l'endettement publics. Des déficits et un endettement publics jugés insoutenables ces derniers mois par les marchés. Qu'on pense à ce qui vient de se passer hier sur le cas de la Grèce. Et, aussi unanimement qu'on avait eu des plans de relance pour contribuer à maintenir les demandes intérieures et à éviter une dépression plus marquée et plus longue, nous voici aujourd'hui – avec ou sans le nom – de partout avec la mise en place des plans de « rigueur ».

Mais va-t-on pouvoir réduire nos déficits, nos dépenses et nos dettes publiques sans casser la reprise qui était là. Nombreux sont les économistes de renom (Joseph STIGLITZ, -) à mettre en garde nos pays contre les dangers, plus les périls de la rigueur : « l'austérité mène au désastre » écrivait récemment le Prix Nobel d'Economie cité à l'instant. Il est sûr que la multiplication des plans de rigueur massifs et simultanés dans les grandes économies européennes (Allemagne, France, ...) et Américaine ne peuvent pas ne pas se traduire ... demain par un coup de frein sur l'activité économique ... compromettant la reprise.

Il faudrait, pour éviter la rechute – mais on craint que la pression des marchés ne rende pas crédible cette perspective d'aller moins vite vers le retour aux équilibres – que l'on puisse réduire les déficits de façon plus progressive et plus étalée dans le temps, à un rythme qui ne vienne pas casser la croissance. Et il faudrait par ailleurs – et ce n'est pas le cas à l'heure qu'il est – que l'investissement aujourd'hui atone (mais aussi la production, la consommation) privé soit demain suffisamment vigoureux dans nos pays pour assurer à nos économies une croissance auto-entretenu robuste, sans « béquille » publique.

La reprise, « convalescente », est donc bien menacée d'essoufflement par les resserrements budgétaires au sein des payés avancés. C'est d'ailleurs ce que traduisent les prévisions pour 2011 qui envisagent désormais un ralentissement économique dans nos pays (l'Elysée vient de ramener à 2% ses ambitions de croissance pour 2011). Il est clair que la « sortie de crise » - confrontée demain au risque de déflation suite aux exigences des marchés pour réduire les déficits, les dépenses et les dettes – ne n'annonce pas aussi facile que certains le laissaient à penser au printemps 2010.